

# AMNN

Agencia de  
Noticias de  
Nicaragua

Boletín bimensual  
No. 273  
1 de Octubre de 1992  
Managua



## LA POLITIQUE DE LA MATRAQUE

Managua, sept.— Depuis que le gouvernement de l'UNO est arrivé au pouvoir, il est clair qu'il est en complet décalage avec cette société : une administration de technocrates cramponnée à une conception archaïque de l'Etat, sans base politique fiable, confrontée à un des peuples les plus politisés et organisés du continent.

Le gouvernement patine face à une société plus expérimentée que lui, qui manœuvre pour parer les coups et reprendre l'initiative afin de défendre des droits que le système cherche à lui arracher ou lui nier. Dans ce panorama, tous les partis et tous les intermédiaires que le gouvernement veut asseoir à sa table pour leur faire avaliser sa politique entrent en crise. La frustration entraîne des mouvements sociaux dotés d'une identité propre, désireux de récupérer l'espace concédé aux politiques et d'intervenir à la première personne pour revendiquer leurs droits. Bien qu'ils soient parfaitement visibles, le gouvernement préfère les ignorer et négocier avec ceux qui ont cessé de les représenter.

C'est ce qui s'est passé, de manière de plus en plus complexe, depuis les *revueltas* jusqu'au conflit universitaire. Là où l'administration ne discerne que du blanc et du noir, il y a une mosaïque de motivations et d'intérêts en jeu. Pour les raisons signalées précédemment, le gouvernement n'a compris qu'une chose : qu'il devait "rétablir l'ordre". Pour cela, il fallait une police professionnelle, obéissante et soumise à l'autorité civile, sans aucun type d'engagement social. Mettant l'histoire de côté,

le pouvoir a posé une opération simple : répression + peur = ordre. Les Nicaraguayens sont censés se soumettre à cette équation.

C'est ainsi qu'on a assisté aux changements et aux négociations (ou est-ce le contraire). L'ancien chef de la Police René Vivas est sorti et la nouvelle politique est entrée. Comme la droite avait les yeux braqués sur le nouveau chef de la Police, il lui a fallu faire ses preuves : tout d'abord en cognant les invalides de guerre, ensuite en émettant un communiqué pour laver l'honneur du ministre de l'Intérieur et maintenant en chargeant les étudiants et les invalides de guerre à l'endroit même où Somoza réprimait d'autres étudiants il y a plus de 20 ans.

Les photos sont éloquentes: c'est un travail de professionnel, la matraque a ouvert bien proprement la tête du jeune handicapé Darwin; les coups donnés aux autres sont de bonne qualité également, un travail d'artiste exécuté avec sobriété. Les policiers anti-émeutes ont été à la hauteur de leurs collègues de Los Angeles, Caracas ou Séoul. Les ordres venaient d'un ancien leader du mouvement étudiant des années 70 ainsi que d'un étudiant en Droit des cours du soir de

### SOMMAIRE

LA POLITIQUE DE LA MATRAQUE

CHAOS A L'ASSEMBLEE

LA SOLUTION MILITAIRE

LA COMMISSION D'ETHIQUE  
DONNE DES NOMS

LA TERRE EST PLUS QU'UN BIEN

L'ENFANT TERRIBLE DU JOURNALISME

EL SALVADOR : TOUT POUR LE PEUPLE,  
MAIS SANS LE PEUPLE ?

EL SALVADOR : TOUS CONTENTS ?

GUATEMALA : LES MILITAIRES  
MARQUENT DES POINTS

HAITI UN AN APRES

BANANE AMERE

EN BREF



40 P 11481

l'Université, Fernando Caldera et Amin Gurdian (nouveau chef de la police et chef des brigades anti-émeutes, NDT). Je me demande combien de galons ils ont ainsi gagné aux yeux du gouvernement.

Le commandant Caldera a oublié que la fameuse équation ne fonctionne pas dans notre pays. Que le ministre de l'Intérieur croit le contraire, ou le ministre de l'Éducation, qui ne s'est jamais battu pour ses droits, c'est normal. Mais qu'un ancien dirigeant étudiant ait oublié comment les jeunes réagissaient lorsque Somoza réprimait, c'est impardonnable. Aujourd'hui, dans ce pays, plus il y aura de répression et plus la réaction sera forte. On ne nous réduira pas par la matraque ou par les balles quand il s'agira de défendre nos droits. C'est une des raisons pour laquelle il faut chercher des solutions civiques aux problèmes actuels de la nation.

Nous pourrions tirer une conclusion de ce qui s'est passé le 14 septembre : si la police a revêtu l'uniforme de la répression que nous connaissons tous, nous ne serons plus les mêmes. Le prochain affrontement sera pire car le ressentiment fait place à la rancune et celle-ci appelle à régler les comptes. C'est ainsi qu'on transforme des opposants en ennemis. Si le gouvernement applique la "doctrine Belli" selon laquelle "on doit répondre par des coups lorsque la loi n'est pas respectée", il justifiera le fait que des milliers de Nicaraguayens se fassent justice eux-mêmes face aux atteintes à leurs droits, le droit au travail, le droit aux études et le droit à une vie digne.

Le gouvernement peut encore arrêter cet enchaînement fatal, il peut encore éviter que ne s'ouvre la phase des affrontements, de laquelle nous sortirions tous perdants. -(ANN/Barricada)

## CHAOS A L'ASSEMBLEE

Managua, 30 sept.— L'Assemblée nationale vit une situation hors du commun depuis que son président Alfredo César lui a fait prendre des décisions sans que le quorum soit réuni. Violant la légalité, il met le gouvernement dans l'obligation d'intervenir.

A. César a empêché pendant plusieurs mois l'élection des premiers et des seconds secrétaires de l'Assemblée, après la démission des titulaires, parce que les candidats les mieux placés étaient un sandiniste et un député centriste de l'UNO. Face à cette situation, début juillet, les députés de ces groupes se sont retirés du parlement. Ils n'y sont revenus que le lendemain du raz de marée, le 2 septembre, pour demander que les députés s'intègrent aux comités d'urgence. Mais A. César n'a pas tenu compte de leur proposition et a repoussé encore une fois l'élection des secrétaires. De nouveau, les sandinistes et les députés centristes de l'UNO se sont retirés. A. César en a profité pour faire élire, sans quorum, son allié politique Luis Sanchez au poste de premier secrétaire, bien que la constitution ne le permette pas puisqu'il est déjà vice-président de l'Assemblée.

Puis il a fait voter une loi sur la propriété semblable à celle à laquelle la présidente Chamorro avait opposé son veto à la fin de l'année dernière. Les députés du FSLN et les centristes de l'UNO ont alors porté plainte auprès de la justice, qui a aussitôt ordonné la suspension des décisions prises et l'annulation de leurs effets juridiques. Mais A. César et L. Sanchez ont rejeté ce jugement, alléguant que la justice est un "pouvoir inférieur" au législatif.

Comme A. César continuait à convoquer le parlement sans quorum, la Cour suprême de justice lui a ordonné d'appliquer la décision judiciaire. Son action est restée sans effet et le président de l'Assemblée a réuni le parlement une nouvelle fois, obtenant le quorum en convoquant les suppléants de trois députés de l'UNO qui s'étaient retirés, et cela sans leur consentement. Il a alors fait approuver la légalité des décisions prises lors de la séance du 2 septembre puis une série de réformes au statut de l'Assemblée qui augmentent ses pouvoirs. Entre autres, le président de l'Assemblée peut désormais éliminer un titulaire "absent" et le remplacer par son suppléant sans son consentement mais aussi éliminer un suppléant et le remplacer par le candidat qui venait juste derrière lui sur les listes des partis aux élections.

A. César peut donc remplacer tous les députés qui se sont retirés. Il retrouvera ainsi une majorité car, s'il est vrai que les suppléants sandinistes auront la même position que les titulaires, il n'en est pas de même pour les suppléants des députés centristes de l'UNO.

Selon la loi, cette série d'actions illégales met le pouvoir exécutif dans l'obligation d'intervenir, ce qui risque d'aggraver le conflit et l'instabilité. Certains estiment qu'A. César cherche à mettre le gouvernement dans une situation telle qu'il ne pourra éviter la dissolution du parlement pour le taxer ensuite de dictature à la Fujimori ou pour l'obliger à organiser de nouvelles élections. A. César a déjà annoncé que si on le contraignait à obéir à l'ordre de la Cour suprême, il dénoncerait ses magistrats devant le Congrès des États-Unis. Pour l'instant, le ministre de la présidence Antonio Lacayo est plutôt prudent. Il a écarté les positions de force pour résoudre le conflit entre le législatif et le pouvoir judiciaire et a annoncé que d'autres types de mesures étaient à l'étude. -(ANN)

## LA SOLUTION MILITAIRE

Managua, 30 sept.— Face à la reprise des actions armées dans le nord du pays, le gouvernement a lancé une offensive contre des groupes composés de *recontras* et de quelques *recompas*. Mais la solution militaire ne résoudra pas les problèmes de fond.

Lancée début septembre, l'opération militaire "Repunte 92" est, selon le chef militaire de la région nord, destinée à neutraliser les plans des groupes armés "quelle que soit leur couleur

politique" et à rétablir un climat de sécurité dans la zone. Après la brève accalmie qui a suivi les négociations avec les *revueltos* en mai dernier, l'activité armée a repris de plus belle à cause de la mauvaise volonté du gouvernement à tenir ses promesses en apportant une véritable solution aux problèmes des démobilisés des deux camps.

A partir du mois d'août, des petits groupes essentiellement formés de *recontras* se sont reconstitués et sèment la panique dans les villages et sur les routes, dans les zones de Quilali, Ocotol (région I), Jinotega et Matagalpa (région VI), pillant, attaquant des coopératives, séquestrant et parfois assassinant des paysans sandinistes. Rien que dans la région d'Esteli, une vingtaine de personnes ont été séquestrées récemment. Difficile de distinguer ces groupes, organisés en bataillons de quinze ou vingt hommes et coordonnés entre eux, des bandes de délinquants qui agissent dans les mêmes régions avec des méthodes identiques et ont souvent la même origine. Selon les autorités militaires, l'opération a été déclenchée alors que le pouvoir avait eu connaissance d'un plan visant à occuper les routes et certaines localités au moment des fêtes nationales de la mi-septembre. Les groupes armés n'ont pas la capacité militaire d'affronter l'offensive déclenchée contre eux et fuient les combats, se dispersant vers le Honduras -on ne sait pas s'ils trouvent ou non refuge de l'autre côté de la frontière- ou vers le centre du pays.

Si ces *recontras* n'ont plus en effet la capacité de destabiliser le pouvoir, ils peuvent encore servir à l'extrême-droite pour discréditer le gouvernement et surtout l'armée. Le mouvement des élus de l'UNO *Sauvons la démocratie* soutient ouvertement ces *recontras* et plusieurs députés de droite, avec à leur tête l'ex-contrista Azucena Ferrey, ont demandé au gouvernement de suspendre l'opération militaire *Repunte 92* car l'armée "*terrorise la population*" et représente "*le principal obstacle à la pacification du pays*". En gage de neutralité, l'armée a pris également pour cible quelques groupes de *recompas*, tuant l'un d'entre eux près de Quilali.

Même si cette opération militaire, la plus importante depuis la fin de la guerre, parvient à disperser les groupes actuellement réarmés, elle ne résoudra pas pour autant le problème. Des milliers de paysans pauvres, qui ont passé dix ans à faire la guerre, ne voient pas d'autre solution que de continuer pour survivre grâce au pillage, en bénéficiant de la protection de quelques revanchards d'extrême-droite qui les utilisent comme chair à canon. Mais les dirigeants locaux et nationaux du FSLN ont rappelé au gouvernement que la véritable solution consiste à répondre aux besoins des combattants des deux camps aujourd'hui démobilisés. Le secrétaire du FSLN à Ocotol a signalé que dans sa région, sur 400 familles d'anciens *contras*, seulement 40 ont reçu un lopin de terre, sans autre aide. "*Ce qu'il faut attaquer*, a déclaré Daniel Ortega, *ce sont les causes : le manque de terres, de crédits, l'appauvrissement, la faim, le désespoir*".  
-(ANN)



## LA COMMISSION D'ETHIQUE DONNE DES NOMS

Managua, sept.— La Commission d'éthique du FSLN a émis un communiqué dans lequel elle rend publiques les accusations portées contre quatre sandinistes qui refusent de comparaître pour éclaircir leur cas.

Paul Atha est dénoncé pour opportunisme et répression à l'égard des travailleurs de la Boulangerie Plaza España. Il allègue qu'il n'est pas militant du Front. Alejandro Guevara, député de Rio San Juan, est accusé de divisionnisme, abus des biens du FSLN et malversation. Guillermo Arce, gérant du centre de loisirs La Piñata, est accusé de conduite arbitraire, abus et menaces par les propriétaires de bars installés dans le centre. "*Je n'ai aucun compte à rendre au FSLN sur les questions administratives internes de l'entreprise*", a-t-il affirmé à *Barricada*, ajoutant que l'attitude de la Commission d'éthique est "*immature*" et qu'en outre cela fait des années qu'il n'est plus au FSLN. Wascar Lanzas, gérant de l'entreprise de commercialisation de grains de base Santo Domingo, a été dénoncé pour avoir licencié un travailleur sans indemnités, pour mauvais traitement et attitudes anti-syndicales. Il a répondu par écrit à la Commission pour lui signaler qu'il ne la considérait pas comme "*l'instance adéquate*" pour régler un conflit du travail.

Le secrétaire du FSLN Daniel Ortega a annoncé qu'il parlerait avec les quatre accusés pour qu'ils comparaissent devant la Commission, expliquant que celle-ci cherchait seulement à établir les faits. Mais Bayardo Arce, membre de la Direction nationale, a qualifié de "*peu responsable*" le fait d'avoir rendu publics les cas en question. "*La Commission a outrepassé ses fonctions et son prestige et sa crédibilité en sont affectés*". La Commission a déjà clos douze affaires et elle est en train d'en examiner onze. "*Nous avons agi de façon extraordinaire dans ces quatre cas car ce sont les seules personnes à refuser de s'expliquer*". Elle s'appuie sur un article du règlement du FSLN qui lui permet "*de prendre des initiatives de caractère public*" quand l'honneur et le prestige du parti sont en jeu. De plus, elle n'a de comptes à rendre qu'au Congrès et estime que les sandinistes qui travaillent dans le secteur privé "*doivent avoir des comportements conformes aux principes éthiques du FSLN*". Pour Victor Hugo Tinoco, membre de la Commission, celle-ci peut agir dans le cas d'entreprises appartenant au FSLN même si les personnes ne sont pas membres du parti, car "*les gens les identifient au sandinisme et leur attitude affecte le prestige du FSLN*". Il signale également que la Commission, à laquelle appartiennent entre autres Vilma Nuñez et Reinaldo Tefel, a demandé à l'Assemblée sandiniste de mettre fin à la confusion quant au patrimoine du FSLN et aux biens qui appartiennent en propre à certains sandinistes.

La Direction nationale a finalement pris position dans un communiqué où elle souligne la nécessité de mieux définir les compétences de la Commission d'éthique mais demande aux quatre personnes concernées de répondre à ses convocations.  
-(ANN)

## LA TERRE EST PLUS QU'UN BIEN

Managua, sept.— Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, le conflit autour de la propriété a déterminé en grande partie la vie politique nicaraguayenne. Le gouvernement s'est engagé à régler le problème en respectant les lois en vigueur. Mais celles-ci sont violemment remises en cause par l'extrême-droite. Les bénéficiaires de la réforme agraire sandiniste ne sont pas disposés, pour leur part, à un retour à la case départ. Une conférence sur ce thème s'est tenue à Leon fin août, donnant la parole aux principaux acteurs du conflit ainsi qu'à des spécialistes en droit agraire.

Selon un secteur de la droite, économiquement puissant et comptant sur des alliés au sein du pouvoir, la réforme agraire et les confiscations qui ont eu lieu dans les années 80 constituent une atteinte au droit de propriété individuelle. La solution "la plus juste" serait de revenir au régime de propriété antérieur à la Révolution. Oscar Herdocia, ancien conseiller de la présidente Chamorro, a défendu cette position à Leon. Il est l'un des artisans du décret qui visait à bouleverser la tenure de la terre après le changement de gouvernement. C'est la résistance paysanne qui a pour le moment barré la route à ces visées.

Gloria Cortez, de la Faculté des Sciences juridiques et sociales de Leon, a rappelé l'histoire de la propriété au Nicaragua. Elle a affirmé que le latifundium avait son origine dans l'accumulation des terres permise par la Couronne espagnole. Les spoliations de terres des "propriétaires précaires et des communautés indigènes" ont accompagné la concentration de celles-ci entre quelques mains, jusqu'à la fin de la dictature somoziste. La "réforme agraire" lancée par Somoza en 1963 s'est fondée sur "la colonisation de terres marginales" par des paysans pauvres, sans pour cela mettre fin à la concentration et aux violations des droits de la paysannerie.

### TERRE ET DEMOCRATISATION

L'ancien ministre de la réforme agraire, Jaime Wheelock, a constaté qu'au triomphe de la Révolution, la concentration de la terre excluait la quasi totalité des paysans de la gestion socio-économique. Cette situation était un frein au développement, comme dans la plupart des pays latino-américains. C'est pour cela que des organisations de l'ONU insistent pour que de profonds changements soient apportés à la structure agraire sur le continent. J. Wheelock a signalé que la réforme agraire avait été précédée de certains mouvements qui l'avaient précipitée, comme les occupations de terres par les paysans soulevés contre le latifundisme, avant la Révolution, et les confiscations des biens des somozistes. En 1981, la Loi de réforme agraire a été promulguée : elle prévoyait une action intégrale et planifiée, dont la première étape visait le latifundium non cultivé. Cette phase a surtout bénéficié au mouvement coopératif, qui n'a pas été une "implantation" de l'état : né pendant la guerre de libération, il n'a fait que s'épanouir avec la réforme agraire.

Mais celle-ci n'a pas été un processus complètement harmonieux. Menée au milieu des contradictions entre les différents

secteurs de la paysannerie, elle s'est heurtée de plus à une résistance acharnée de l'oligarchie. Cette situation, aggravée par la guerre d'agression, a provoqué entre 1984 et 1987 une réorientation de la réforme agraire, caractérisée par l'attribution massive de terres aux paysans déplacés à cause du conflit armé. La dernière étape, qui va de 1987 à 1990, n'a pas donné lieu à de nouvelles confiscations, signe avant coureur de la politique d'unité nationale. L'état a alors procédé à l'achat de terres et en a intensifié la distribution à des paysans qui les occupaient depuis longtemps.

Au total, la réforme agraire a bénéficié à 125 000 familles paysannes et en 1990, le latifundium ne représentait plus que 7 % de la terre. Le gouvernement sandiniste ne s'est pas attaqué de front à la propriété privée individuelle mais a cherché à diversifier les structures de propriété afin de convertir l'agriculture en axe de développement économique. Mais, selon J. Wheelock, la guerre a empêché d'atteindre cet objectif. L'ancien ministre a rappelé que durant la Révolution, il n'y a pas eu de nationalisation de la terre et que l'on n'a pas limité la taille des propriétés. La mise en coopérative a été un mouvement spontané et non imposé. La réforme agraire a multiplié le nombre de propriétés privées. Il est cependant incontestable que la priorité a été donnée à la constitution de grandes unités de production, qui ont absorbé beaucoup des ressources disponibles.

### L'ECOLE MODERNE DE LA PROPRIÉTÉ AGRAIRE

La position des secteurs de droite qui prétendent ignorer les changements introduits par la réforme agraire a été mise en cause au cours de la conférence de Leon par des juristes étrangers, entre autres le professeur Jeffrey Riedinger, de la Michigan State University. Il a fait valoir que la tradition libérale du droit agraire, qui a influencé la législation des Etats-Unis, reconnaît depuis près de 300 ans le droit de l'état à redistribuer la terre lorsqu'elle est exagérément concentrée. Citant le philosophe libéral John Locke (1632-1704), J. Riedinger a affirmé que légalement, chacun doit posséder la terre nécessaire à sa subsistance. L'état ne doit indemniser une personne expropriée que si sa propriété n'excède pas cette surface "légale". Ce juriste a estimé qu'au Nicaragua, "le retour à des formes de propriété antérieures à la Révolution n'était pas viable". Un autre juriste du Minnesota a affirmé que la position de la droite n'était pas juridiquement fondée. Le Péruvien Alberto Bustamante, de l'Institut Liberté et démocratie, assure que ceux qui veulent revenir sur la réforme agraire se basent sur "une conception obsolète de la doctrine sociale de l'Eglise catholique d'avant Vatican II". Un autre juriste international, Roberto Gargarella, du Centre d'études institutionnelles de Buenos Aires estime quant à lui "qu'aucune théorie ne peut justifier le régime somoziste de propriété".

Cela a été expliqué plus précisément dans l'étude présentée par G. Cortes, selon laquelle "l'école moderne de droit agraire en Europe et en Amérique latine a introduit des différences fondamentales dans les concepts juridiques en matière agraire et civile ; la terre, en sa qualité productive, est différente de la simple propriété civile". Ainsi, si son propriétaire ne remplit pas

sa fonction productive, il perd "le droit de propriété sur elle", conclut l'étude.

## PROPRIETE ET PARTICIPATION

Tous ces juristes ont approuvé la synthèse élaborée par R. Gargarella qui constate que "plus la terre est concentrée, moins il y a de liberté politique". J. Riedinger a estimé que "la démocratie participative dans un pays agricole exige un accès égalitaire à la terre".

La réforme agraire a ouvert la voie à la démocratisation, non seulement de la propriété mais de la société tout entière, en intégrant de nouveaux secteurs à la gestion socio-économique. Un bilan critique met cependant en évidence certaines de ses limites ou contradictions, par exemple l'atomisation du mouvement coopératif du fait de ses propres revendications. Mais dans l'ensemble, celui-ci s'est renforcé. L'Union nationale des agriculteurs (UNAG) est la plus grande association de producteurs du pays, non seulement en membres mais en terres. Les coopératives et l'UNAG constituent les deux forces les plus représentatives et actives dans la lutte politique.

Le sociologue Orlando Nuñez a assuré que "la démocratisation se poursuit", donnant en exemple la lutte des travailleurs pour la propriété. Selon lui, le Nicaragua vit quelque chose de plus radical qu'une simple réforme agraire : il s'agit de la démocratisation du capital, un processus qui rencontre dans le capitalisme traditionnel son ennemi naturel. Les représentants du patronat l'ont bien prouvé au cours de la concertation économique et sociale menée l'an dernier. L'un d'eux a exigé à Leon "une véritable concertation, mais pas avec des gens qui ont un niveau trop bas pour prendre des décisions". Ce sont ceux qui possèdent un capital, c'est-à-dire selon lui ceux qui ont un pouvoir de décision, qui peuvent participer à la concertation. Il est évident qu'une concertation ainsi conçue, en plus d'être contraire à la démocratie participative, excluait les petits producteurs et les coopératives, négligeant leur fort potentiel productif.

## UN RETOUR EN ARRIERE DE FAIT

Le gouvernement ne s'identifie pas officiellement à ces positions et il s'est engagé à respecter les droits des bénéficiaires de la réforme agraire. Mais la réalité est tout autre. Bien qu'il n'ordonne pas explicitement d'expulser les coopératives, les petits paysans et les travailleurs agricoles de leurs propriétés, ceux-ci se voient obligés de vendre leurs terres faute de crédits et de possibilité de commercialiser leur production.

En septembre, le ministre de la présidence Antonio Lacayo a annoncé triomphalement la poursuite de la réforme agraire, en remettant 340 titres de propriété à des familles paysannes qui occupaient des terres dans la région de Waslala. A. Lacayo a indiqué que ces titres permettaient aux paysans de vendre ou d'hypothéquer des terres auprès des banques pour obtenir des crédits, une solution que la réforme agraire sandiniste avait

voulu éviter. L'attribution de titres de propriété n'est qu'une des faces du problème agraire au Nicaragua et si le gouvernement se limite à résoudre le conflit avec cette conception "privatisante", la restauration du vieux régime somoziste de propriété n'est pas loin. -(ANN)

## L'ENFANT TERRIBLE DU JOURNALISME

Sylvia Torres

Managua, sept.— Dire Grigsby, c'est dire *La Primerisima*. Qu'on soit d'accord ou non avec lui, on lui reconnaît le courage d'exprimer au micro ce que beaucoup pensent tout bas. Dans les sphères du pouvoir, il est craint et haï. Mais celui qui veut que sa protestation soit entendue n'a qu'à appeler la radio. Qu'il le veuille ou non, William Grigsby est devenu une figure politique.

Il critique aussi férocelement le gouvernement que le chef des armées, Humberto Ortega, les sandinistes inconséquents, l'impérialisme et bien d'autres choses. La liste serait longue de toutes les accusations dont il a été lui-même l'objet. Il y a quelques années, il a été exclu du FSLN pour avoir rendu publique une entrevue polémique avec Alan Bolt, le directeur d'une troupe de théâtre. L'épouse de Daniel Ortega l'a accusé d'être un agent de la CIA. Il a travaillé comme journaliste à la télévision, éditeur dans la presse écrite et à l'ANN, divulgateur de l'armée et "commissaire politique" de la propagande sandiniste. Il se définit lui-même comme un homme de communication "qui transmet de manière critique les faits et les idées et veut provoquer la réflexion dans l'opinion publique". En 1990, la radio qu'il dirige, *La Primerisima* est détruite par un attentat. Trois mois après, grâce à la solidarité nationale et internationale, elle émet de nouveau. Cet "enfant terrible" du journalisme a répondu aux questions de la revue *Gente*.

Sylvia Torres: Qu'est-ce que le journalisme ?

William Grigsby : Un métier qui n'a de sens que s'il est au service des causes populaires, ce qui ne signifie pas au service d'un parti. C'est une tâche ingrate qui ne te rend ni riche, ni populaire. Tu te fais sans cesse des ennemis, soit pour rien soit pour avoir été trop honnête. Je ne crois pas à la neutralité du journaliste. Moi, je prends parti. Dans le conflit universitaire, je dis clairement que je suis du côté des étudiants, dans celui des militaires licenciés de l'armée, du côté de ces militaires. Je crois que la seule façon de résoudre certains problèmes est de les rendre publics. On accuse *La Primerisima* d'attiser les dissensions mais en réalité nous ne sommes que le reflet d'une situation d'affrontement antérieure même à Sandino.

ST: On accuse souvent la radio de faire dans le sensationnel...

WG: Je n'en sais rien. C'est vrai que nous faisons scandale avec l'information et que cela nous plaît. C'est notre manière de capter l'auditoire. Où est le mal? On ne communique pas bien

dans la grisaille. Parfois, souvent même, nous nous trompons, mais nous ne mentons pas.

*ST: Comment vous affrontez-vous au pouvoir?*

WG: Grâce à notre audience. C'est notre bouclier. Nous avons survécu à la destruction grâce à cela. Si nous brisons la résistance des annonceurs publicitaires, c'est également parce que les gens nous écoutent et réagissent aux lois du marché.

*ST: Pourquoi as-tu connu tant de problèmes dans ta carrière?*

WG: En partie pour des raisons liées à des questions de personnalité et aussi d'encadrement. Les problèmes viennent également du fait que les jésuites m'ont appris à penser, et je les en remercie. J'ai été parti prenante des erreurs du Front dans la propagande envers les journalistes. J'ai été consciemment un instrument, un militant, et pas un journaliste. Je ne m'en repens pas mais j'ai appris que l'on ne doit pas se soumettre totalement à l'autorité.

*ST: Quel genre de sandiniste es-tu?*

WG: Sans doute pas celui que je voudrais être. Peut-être est-ce que je stagne historiquement alors que d'autres ont trop changé. Je crois qu'un sandiniste ne s'intéresse pas à l'argent mais à la valeur de sa cause, qu'il vit en permanence dans l'autocritique et le dévouement.

*ST: Tu parles de revenir aux origines. Continues-tu à être de la tendance Guerre populaire prolongée (note)?*

WG: Oui et j'en suis fier. Je continue à être sectaire car je ne crois pas à un FSLN pluriclassiste dans lequel tout le monde peut rentrer et où tous les intérêts sont représentés. C'est un mensonge digne de l'Eglise catholique que cette thèse du parti-nation lancée dans les années 84-85 et qui est en partie responsable de la défaite électorale.

*ST: Comment vois-tu le FSLN aujourd'hui?*

WG: Incohérent dans sa structure mais actif dans ses expressions sociales. On ne met pas assez souvent en valeur le fait qu'avec la Révolution, les gens ont appris à se battre.

*ST: Le sandinisme a donc encore de l'avenir?*

WG: Oui, et prometteur, mais tout dépend de l'énergie que nous mettrons à définir ce qu'il faut faire et comment le faire. La question essentielle n'est pas de changer tel ou tel dirigeant. Le sandinisme a de l'avenir si nous nous convainquons que ce co-gouvernement implicite n'est pas la bonne voie. En cela, je suis malheureusement d'accord avec l'extrême-droite.

*ST: Aspires-tu à une charge publique?*

WG: Non, ni même à réintégrer le FSLN, en tous cas tant que je suis journaliste. -(ANN/Gente)

**Note:** La GPP était, avant le triomphe de la Révolution, une des trois tendances du FSLN et Tomas Borge en était le leader (NDT).

## TOUT POUR LE PEUPLE, MAIS SANS LE PEUPLE ?

Managua, sept.— La seconde étape de la démobilisation du FMLN n'a pas eu lieu à la date prévue, le 31 juillet, car les membres du premier contingent qui avait déposé les armes n'ont pas reçu les bourses d'études, les crédits agricoles et encore moins les terres qui avaient été promis (note). L'application des accords, paralysée jusqu'à la mi-juin, avait repris grâce à la pression internationale et à une renégociation entre le gouvernement et le FMLN. Le nouveau calendrier n'a pas modifié l'échéance du 31 octobre, mais la renégociation des délais provoque des situations lourdes de conflits.

Il se pourrait que le FMLN, dans son désir de voir les accords appliqués dans leur majeure partie, cède sur des points jugés très importants par la base. Par exemple, le gouvernement n'a pas remis la caserne de l'ancienne Garde nationale comme le prévoyaient les accords. Personne n'a protesté, ce qui laisse penser qu'en échange il a accepté la création de la Commission de la vérité, également prévue et chargée de faire la lumière sur les atteintes aux droits humains. On peut tirer de cela trois conclusions. Tout d'abord, le processus prend de plus en plus l'allure de négociations au sommet. Ensuite, les relations entre le FMLN et les organisations populaires ne semblent pas aussi transparentes qu'elles devraient l'être. Enfin, l'Organisation des Nations Unies pour le Salvador (ONUSAL) penche vers des solutions diplomatiques plutôt que vers l'application stricte des accords.

Depuis le début, on répète que le processus de paix n'aboutira que si le peuple exige le respect des accords. Cependant, le FMLN paraît enclin à s'arroger le droit de négocier des aspects qui, en principe, semblent non négociables. La Garde nationale a été l'un des corps les plus répressifs. On sait que ses casernes abritent des salles clandestines où l'on torture des civils; elles sont le symbole de la répression. C'est pourquoi cette affaire est la plus difficile à digérer.

## LES RELATIONS ENTRE LE FMLN ET LES ORGANISATIONS POPULAIRES

Il serait naïf de penser qu'il existe une totale indépendance entre le mouvement populaire et le FMLN, car tous deux coïncident sur le plan politique, économique et social. Mais il serait également ingénu de croire que les organisations populaires ne sont que la façade du FMLN. Cette vision, que partagent le gouvernement et l'entreprise privée, est insoutenable et contradictoire, car on ne peut à la fois présenter le FMLN comme un groupuscule que personne ne suit et l'accuser de déstabiliser le pays par l'intermédiaire des organisations populaires. La meilleure preuve de l'indépendance du mouvement social est l'occupation de terres, alors que le FMLN et les organisations paysannes s'étaient engagés à ne pas mener ce type d'action, ou la grève du syndicat des enseignants ANDES, dont la base n'a pas tenu

compte des recommandations de la direction et du FMLN. Le problème est de savoir si le FMLN impose ses points de vue ou si les organisations se soumettent au FMLN. Mais il ne se résume pas à cela, car un parti peut collaborer avec une organisation, ou l'inverse. La question se complique quand surgissent des affaires d'intérêt national, dans lesquelles l'intérêt du parti ou du syndicat doit être dépassé, surtout quand on sait que le FMLN est composé de cinq organisations différentes. Il est possible que, maintenant que le FMLN est un parti, les organisations attendent sa ligne politique ou que le FMLN juge qu'il a la capacité politique de conseiller les organisations sur ce qu'elles doivent faire.

La grève des fonctionnaires lancée par l'Intersyndicale les 13 et 14 juillet est un bon exemple de la complexité de la situation. Au début, c'était une initiative des fonctionnaires, bien qu'il y ait eu des influences diverses des cinq organisations du FMLN. La majeure partie des employés de l'Etat ont arrêté le travail, mais certains secteurs sont tombés dans le piège de négociations partielles. La grève n'a pas eu l'impact qu'on attendait. Il est également significatif que son objectif ait été l'aboutissement de revendications économiques. Ces dernières ont bien sûr des implications politiques mais elles restent sectorielles. On ne peut évidemment exiger que toute action syndicale comporte, outre les revendications spécifiques, l'exigence du respect des accords au pied de la lettre. Pourtant, on peut se demander aujourd'hui qui va exiger une véritable réduction de l'armée, la disparition des corps répressifs, la réforme de la justice, le châtement des auteurs de massacres et l'installation de la nouvelle police. Les syndicats sont systématiquement accusés par le gouvernement de mener des actions politiques pour déstabiliser le pays et de ne pas rester dans le cadre des revendications traditionnelles. Il n'y a pas de raison de ne pas avoir des exigences véritablement politiques, comme la démilitarisation ou tout autre point des accords, et de faire pression par la grève. Les accords sont considérés comme stratégiques pour la démilitarisation et la démocratisation, c'est pourquoi ils doivent être la principale exigence des masses, sans quoi les organisations populaires feront la preuve d'une vision très étroite. A l'extrême, cela peut démontrer que le peuple ne croit pas que les accords vont être réellement et honnêtement appliqués et qu'il ne les considère pas comme sa victoire.

#### LA DIPLOMATIE D'ONUSAL

L'ONUSAL a répété mille fois que l'échéance pour l'application des accords est le 31 octobre. C'est pourquoi elle fait pression sur les deux parties et contribue à la recherche de solutions chaque fois que surgit un problème. L'apport des forces de l'ONU est certain. Pourtant, le plus souvent son action se restreint à observer et à faire des rapports à l'ONU. Or, elle pourrait être améliorée, surtout que l'ONU peut être amenée à vérifier l'application d'éventuels accords de paix au Guatemala. Le caractère confidentiel de son action peut se comprendre d'un point de vue diplomatique, mais pas quand l'avenir de la majorité d'un peuple est en jeu. La soumission à des conceptions politico-diplomatiques peut être mise à profit par les secteurs qui s'opposent à la mise en oeuvre des accords. Il ne suffit pas d'être témoin de la répression ou de l'expulsion de paysans, de

montrer avec des statistiques que les atteintes aux droits humains ont diminué. L'ONUSAL n'est pas responsable du succès de l'application des accords, mais il est nécessaire qu'elle y contribue. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'insatisfaction manifestée par certaines organisations. Les critiques portées par l'ancien membre de la Division des droits humains d'ONUSAL, Reinard Jung-Hecker (dont le contrat n'a pas été renouvelé) ou le départ de Philippe Texier de la même Division sont d'autres signes des problèmes internes de l'organisation internationale, problèmes liés à la nature de son travail.

Pendant ce temps, nombre des anciens combattants du FMLN appartenant au premier contingent démobilisé le 30 juin, faute d'aide à la réinsertion, sont revenus dans les zones de concentration où ils sont nourris et soignés gratuitement. C'est pourquoi démobiliser un second contingent le 31 juillet, comme le prévoyait le nouveau calendrier négocié en juin, aurait été un manque de considération du FMLN à l'égard de ses propres combattants. Ce qui au début a pu apparaître comme un retard normal a pris à cette occasion la forme d'une nouvelle crise. Selon l'armée salvadorienne, le FMLN n'aurait démobilisé en juin que ses combattants les plus vieux, n'aurait pas rendu le nombre d'armes correspondant et de plus n'aurait donné que l'armement le plus ancien. Le FMLN explique que son dernier approvisionnement en armes date d'il y a trois ans et que ce matériel se détériore vite. Quant à la quantité, il a signalé qu'il rendrait les armes correspondantes au nombre de soldats démobilisés quand le gouvernement rattraperait son retard dans l'application des accords.

#### LA RESISTANCE AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES

Cette question cache le véritable problème, qui est la résistance aux transformations que va entraîner l'application des accords. Certains secteurs se sont toujours opposés aux changements sociaux et ont accueilli avec méfiance l'annonce des accords de paix. L'inventaire des terres en zones de conflit établi par le FMLN est toujours aux mains de la Commission chargée de l'examiner. Par ailleurs, il n'y a pas eu de progrès dans le transfert des propriétés de plus de 245 hectares, limite fixée par la constitution et sur laquelle les accords insistent. Sans parler de transformations profondes, le seul respect de la constitution et des accords met en danger les grands propriétaires. Aux côtés de l'Association nationale de l'entreprise privée, qui a refusé de participer à la concertation, ils ont fait tout leur possible pour empêcher l'application des accords en matière agricole et socio-économique.

#### GAGNER DU TEMPS

Ce secteur est rejoint par la partie de l'armée qui n'a jamais accepté le fait de n'avoir pas vaincu militairement la guérilla. Aujourd'hui, ces militaires perdent en plus le contrôle de l'ordre public et voient leur ennemi faire légalement un travail politique. C'est à eux que l'ont doit le retard dans la légalisation du FMLN. Le retard pris dans la mise en oeuvre de nouveaux cours à l'Académie de police n'est pas non plus le fait du hasard; à cause de lui, le premier contingent ne sortira pas avant mars

1993 et la nouvelle police ne sera pas complètement en place avant les élections de 1994. Les anciennes structures fonctionneront donc en parallèle. Les assassinats politiques déguisés en crimes de droit commun continueront. Les retards ne sont pas d'innocents problèmes institutionnels ou financiers; ce sont les manifestations de la résistance de ceux qui détiennent le pouvoir économique, politique et militaire aux transformations nécessaires pour parvenir à la démilitarisation, à la démocratisation et à la fin du régime de la terreur. De ce point de vue, ils constituent des obstacles politiques et sociaux face aux élections de 1994, qui seront l'épreuve du feu pour les accords. Ils peuvent conduire à empêcher la solution pacifique et démocratique des grands problèmes du pays, comme cela s'est toujours produit depuis 1932. -(ANN/Envio)

NOTE : Cette démobilisation a finalement eu lieu le 30 septembre.

## TOUS CONTENTS ?

Pablo Otero

Managua, sept.— La Cour internationale de justice de La Haye vient de mettre fin à un conflit vieux de trois siècles entre le Salvador et le Honduras. Elle a en effet réparti les 447 km carrés de territoire objet de dispute entre les deux pays. Le Honduras reçoit la plus grosse part, soit les deux tiers, mais le gouvernement salvadorien n'est pas perdant.

Ce conflit territorial historique s'était aiguisé en 1969 avec ce qu'on a appelé "la guerre du football". Les matchs de sélection pour la coupe du monde avaient donné lieu à des incidents graves dans les deux pays, ce qui avait servi de prétexte à l'expulsion de tous les Salvadoriens vivant au Honduras. Le Salvador avait répliqué par une action militaire qui avait fait 5 000 morts. En 1980, les deux pays signaient sous l'égide de l'OEA un traité qui établissait 66 % du tracé de la frontière. La Cour de La Haye vient de fixer les 44 % restants, soit 170 km.

Les deux gouvernements avaient annoncé à l'avance qu'ils respecteraient la décision du tribunal international. Tandis que les Honduriens ont fait la fête, les Salvadoriens restaient perplexes: difficile de considérer comme une victoire la perte d'une partie de territoire pour un pays aussi petit que le Salvador. Pourtant, la bourgeoisie de ce pays a célébré l'événement dans ses clubs privés. Les observateurs voient dans son attitude un prétexte moins noble que le désir de paix: le pays a perdu un morceau de son territoire, mais le FMLN a reçu un coup de poignard dans le dos. En effet, si, comme certains l'affirment, les avocats salvadoriens n'ont pas défendu la cause de leur pays à la Haye avec toute l'énergie voulue, c'est peut-être parce que dans les zones qui deviennent honduriennes (nord des départements de Morazan, Chalatenango et La Unión) se trouvait une partie de la base sociale de la guérilla. Les accords de paix entre le FMLN et le gouvernement salvadorien prévoient que les

paysans vivant dans les zones sous contrôle de la guérilla peuvent rester sur les terres qu'ils travaillent depuis le début du conflit et qu'une partie des anciens combattants y seront réinstallés. Les territoires attribués au Honduras faisaient partie de ces zones et les 6 000 familles qui y vivent ne sont plus protégées par les accords. Elles ont peur de ce qui va se passer et craignent en particulier l'armée hondurienne. "Les gens d'ici se souviennent parfaitement que, pendant la guerre, nous devons affronter les attaques de l'armée salvadorienne mais aussi le harcèlement et même l'agression de l'armée hondurienne. On soupçonne qu'elle va déclencher une chasse aux sorcières. Pour elle, il n'y a pas d'accords de paix, pas de vérification de la part de l'ONU, rien qui l'arrête". Le FMLN reconnaît qu'il n'a pas su évaluer toute l'ampleur du problème, dénonce l'attitude du gouvernement qui ne l'a pas tenu informé du déroulement des négociations et, tout en reconnaissant la validité du jugement, exige de participer à la Commission binationale chargée d'appliquer les mesures qui découlent de la sentence. Il insiste sur la sécurité de la population concernée, la nécessité de sa participation et d'une aide aux projets de développement qu'elle a mis en route. -(ANN)

## LES MILITAIRES MARQUENT DES POINTS

Edgard Gutierrez, Guatemala

Managua, sept.— En août, les négociations de paix sont sorties de l'impasse où elles se trouvaient depuis plusieurs mois. Mais pourra-t-on parvenir au même accord qu'au Salvador? Telle est la question que se posent tous les cercles politiques, qui s'accordent à reconnaître que le Guatemala n'est pas le Salvador.

Les chefs d'entreprise ont été les premiers à réagir à la signature des accords de paix salvadoriens. Alberto Reyes, président du Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières, avait déclaré: "Les questions de principe ne sont pas négociables. Nous ne permettrons pas une réforme agraire car nous ne voulons pas répartir la pauvreté. Il n'est pas davantage nécessaire de réduire l'armée puisque la nôtre est petite. Et nous ne pouvons même pas envisager d'intégrer les guérilleros à la police". Les militaires eux-mêmes n'avaient pas osé dire cela. Cinq mois plus tard, quand l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG) a fait connaître sa proposition globale de paix, le secteur privé a publié dans les journaux des annonces dont le contenu se résume à une idée: "Rendez-vous". Le 30 juin, le président Serrano faisait à l'URNNG une contre-proposition, lui demandant d'accélérer le rythme de travail pour signer rapidement un accord. Mais le document officiel, qui a circulé quelques jours après dans un cercle restreint, avait un ton beaucoup plus dur: "Il est clair, commentait alors un diplomate, que les militaires ont gagné. Cette position n'est pas celle d'un gouvernement civil".

## BLOCAGE SUR LES DROITS HUMAINS

La négociation était une priorité dans le programme de Jorge Serrano, qui avait centré son discours d'investiture sur la paix. Quelques semaines après, il destituait l'état-major de l'armée. *"Je veux la paix et je vais renvoyer chez eux les militaires qui ne sont pas d'accord avec moi. Si un homme politique ou un chef d'entreprise me dit que c'est une folie, je lui réponds qu'il n'a qu'à aller se battre lui-même mais qu'il ne me demande pas d'envoyer à la mort davantage de paysans"*. En avril 91, il a fait sa proposition de "paix totale" que l'URNG a acceptée, faisant cependant remarquer que pour y parvenir, il fallait s'attaquer aux causes de la guerre. L'armée a envoyé une délégation de haut rang et le dépôt des armes par la guérilla n'était pas imposé comme condition au dialogue. Tout cela constituait un changement notable.

Le premier progrès a été l'accord sur les chemins de la démocratisation qui insistait sur la prééminence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Mais la négociation s'est bloquée sur le point suivant, la question des droits humains. Après plusieurs réunions infructueuses, le dialogue a été suspendu en octobre. Au cours du premier semestre de cette année, quelques espoirs se sont fait jour. Sur les dix thèmes qui composaient le chapitre des droits humains, trois faisaient obstacle: les patrouilles d'autodéfense civile, l'application du droit international humanitaire et la création d'une Commission de la vérité pour faire toute la lumière sur les atteintes aux droits humains. De plus, il y avait divergence sur la date d'entrée en vigueur des accords. L'URNG voulait aborder la question des patrouilles sous l'angle des droits humains et exigeait leur dissolution. L'armée affirmait que c'était un aspect militaire et proposait de les dissoudre après la démobilisation de la guérilla. Le second problème était l'application des lois internationales sur le traitement des populations dans les guerres civiles, à laquelle les militaires se refusaient car cela aurait donné un poids international à l'URNG. Quant à la Commission de la vérité, il s'agissait de décider si elle aurait un pouvoir juridique. Pour ce qui est de l'application des accords, les militaires voulaient qu'ils entrent en vigueur après la démobilisation de la guérilla et son entrée dans la vie politique légale.

## UNE VICTOIRE DE L'ARMÉE ?

L'URNG a eu l'initiative tactique, mais n'a pas rompu la stratégie de l'armée. La participation de la société civile et le rôle de l'ONU le montrent bien. Dès le début, la guérilla a tout fait pour impliquer la société dans la négociation mais quand celle-ci a commencé, les conditions ont changé. Les discussions sont devenues un dialogue au sommet. Aujourd'hui, la société civile exige une plus grande participation, demandant en particulier que la négociation soit publique. Mais il va lui falloir plus de force si elle veut qu'on l'écoute.

Quant au rôle de l'ONU, le gouvernement a été très prudent. Il a loué la participation de Mgr Toruño comme conciliateur, insistant sur le caractère national des conversations de paix. Le ministre de la défense a plusieurs fois souligné que la négociation au Salvador avait été mauvaise et que cela avait provoqué l'extrême ingérence de l'ONU. Et plus d'un militaire a com-

menté en privé qu'il n'était pas question d'accepter la présence de troupes des Nations Unies: *"Nous les combattons comme on combat une armée d'occupation"*. Francesc Vendrell, l'ancien représentant de Javier Perez de Cuellar, a été pratiquement écarté. Après son départ, l'ONU avait deux solutions: ou envoyer un "gros poisson", par exemple J. de Cuellar lui-même, ou baisser le profil. La nomination de Jean Arnautit comme représentant de Boutros Ghali, prouve que c'est la seconde solution qui a été choisie.

Pour l'instant, les deux camps se montrent optimistes car la négociation est sortie de l'impasse. Mgr Toruño est également plein d'espoir: les deux parties ont accepté sa proposition, qui n'est autre que celle de F. Vendrell rejetée en mai par le gouvernement. Le 7 août, on est parvenu à un accord sur les patrouilles civiles: elles ne seront pas dissoutes mais on devra s'assurer qu'elles sont composées uniquement de volontaires, lourde responsabilité qui revient à Ramiro de Leon, le Procureur aux droits humains. Selon le journaliste Carlos Soto, *"l'accord ne gêne en rien l'existence de ce corps paramilitaire; c'est une victoire de l'armée"*.

Quoiqu'il en soit, les négociations sont relancées. Les conseillers de Mgr Toruño estiment que l'on pourrait parvenir à un accord avant la fin de l'année. Certains hommes politiques commencent même à parler de réunir une Assemblée constituante en mars 93. Le défi pour l'URNG est désormais non pas d'occuper les espaces politiques mais de les conserver. Et cela, au Guatemala, personne ne peut le garantir. -(ANN/Pensamiento Propio)

## HAITI UN AN APRES

Sergio Ferrari

Managua, sept.— Il était difficile il y a un an de prédire la longévité du gouvernement dictatorial issu du coup d'Etat du général Cedras, aussi isolé au niveau national qu'international. Mais le dernier mot n'a pas été dit dans ce pays où l'histoire s'écrit au jour le jour.

L'avenir de l'île s'est assombri d'un seul coup il y a un an, lorsque l'état-major de l'armée renversait le gouvernement démocratique du président Aristide, issu des urnes en 1990 avec 67 % des voix et soutenu par une formidable mobilisation populaire, la "lavalas". Le putsch du général Cedras n'était pas seulement une réaction contre la nouvelle démocratie mais visait également à écraser les espoirs de ceux qui, en 1986, s'étaient dressés contre la dictature de Duvalier et ses "tontons macoutes". Le coup d'état du 30 septembre 1991 voulait plus ou moins explicitement restaurer un "duvaliérisme sans Duvalier", une nouvelle version du macoutisme pour briser l'expérience populaire et écartier le risque de "contagion" pour les autres pays de la région.

Les résultats sont là : *"Plus de 3 500 morts en un an, près de 20 000 personnes déplacées à l'intérieur des frontières et 120 000 chômeurs de plus"*, selon le Père Jean M. Vincent, un des protagonistes de la résistance haïtienne. Il ajoute à ce tableau *"la décapitalisation économique, l'augmentation de la misère, les atteintes constantes des droits humains, les coups portés contre les organisations sociales, la censure de la presse, la persécution des journalistes et des médias d'opposition"*. La *Plate-forme des organisations haïtiennes pour les droits humains* a recensé entre le coup d'état et juillet dernier 772 arrestations arbitraires, 357 cas de torture, 96 blessés par balle et 307 violations de domicile avec destruction des biens. Ce rapport, repris par la délégation haïtienne à l'ONU, indique qu'au cours du seul mois de mai dernier, il y a eu 319 exécutions sommaires et 11 décès des suites de la torture. Des chiffres qui en disent long sur le projet du gouvernement actuel, qui a misé sur la répression pour éviter ou ajourner la négociation.

*"Impossible de sous-estimer la force de la résistance, en majorité non violente, qui n'a fait que se développer"*, signale le Père Vincent. Les organisations populaires ont souffert mais elles organisent leur regroupement : plus de 30 d'entre elles se sont rassemblées dans la *Plate-forme*. Manifestations étudiantes et paysannes se sont multipliées au cours des derniers mois. Certains médias alimentent la résistance, une radio dominicaine les y aide.

Haïti est aujourd'hui un pays sans véritable gouvernement, institutionnellement semi-paralysé, la confrontation est sans trêve entre le pouvoir militaire et ceux qui luttent pour le retour d'Aristide. Le peuple ne baisse pas les bras, affirme le Père Vincent. *"Ceux qui sont favorables à l'embargo international contre le gouvernement sont les plus pauvres. Ce sont eux qui veulent résister. De là l'importance de maintenir cette sanction, même si dans la pratique, elle n'a pas un impact décisif"*. L'arrêt de cette mesure représenterait en effet une victoire morale pour les militaires.

Le gouvernement mis en place par les militaires est tellement isolé qu'il n'a jamais pu depuis un an structurer ses propres relations extérieures et que certaines de ses ambassades sont encore fidèles à Aristide. Le nouveau pouvoir ne s'est gagné aucun allié important, excepté le gouvernement conservateur de la République dominicaine, le petit pays voisin par où est contourné l'embargo. Si le gouvernement en place est à Port au Prince, le pouvoir politique véritable sans lequel aucune solution n'est possible est exercé en exil par le président Aristide. Sans lui, impossible de voir revenir la paix et la normalisation démocratique exigées par la résistance haïtienne. L'opposition demande la venue d'une mission internationale civile qui veillerait au respect des droits humains et garantirait les conditions du retour d'Aristide.

Les Haïtiens réclament une négociation politique entre l'armée et le gouvernement institutionnel. Mais certains acteurs restent dans l'ombre. Que pense réellement le gouvernement des Etats-Unis de la situation haïtienne ? Une question clé à laquelle il est difficile de répondre. En attendant la négociation, les secteurs les plus appauvris ne se croisent pas les bras. Ils savent qu'au-

cune situation politique ne dure des siècles et que les victoires s'arrachent dans la rue, comme l'histoire l'a démontré. -(ANN)

#### LA MISERE EN CHIFFRES

A Haïti, l'espérance de vie est de 51, 2 ans pour les hommes et 54,4 pour les femmes. 108 enfants sur 1 000 meurent à la naissance et plus d'un quart du total des enfants meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans. La malnutrition touche trois enfants sur quatre; combinée aux affections intestinales, elle est à l'origine de 90 % des décès d'enfants. Pour 10 000 habitants, il y a 1,8 médecin, 1,9 infirmière et 0,2 dentiste. Le taux de chômage est de 60 % de la population active. Le PIB est de 300 dollars par habitant et 80 % de la population gagne moins de 100 dollars par an. 77 % de la population est analphabète et dans certaines régions ce chiffre atteint 90 %. La grande campagne d'alphabetisation prévue par le gouvernement Aristide a été annulée par le coup d'état. Elle devait commencer en 92 avec une aide internationale provenant en particulier du Nicaragua et de la Colombie. -(ANN)

#### BANANE AMERE

Marie Jane Mulligan

Managua, sept.— Les présidents centraméricains ont protesté et fait mille efforts pour contrer la décision de la CEE d'établir des quotas pour l'importation de bananes et d'augmenter les tarifs douaniers à partir de 1993. En juin, ils ont rencontré Felipe Gonzalez à Madrid pour demander son intervention. Les multinationales, elles, ne disent rien mais détournent progressivement les bananes destinées au marché étatsunien vers le marché européen pour pouvoir, le moment venu, exiger un quota supérieur. Tout le monde parle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et il n'y a pas de rencontre qui ne soit mise à profit pour dénoncer l'ingratitude de la CEE et évoquer le désastre économique que sa décision provoquerait dans nos pays.

La CEE a donc proposé d'unifier ses tarifs douaniers pour l'importation de la banane latino-américaine et d'établir des quotas pour protéger ses anciennes colonies, dont les exportations représentent 20 % de la consommation européenne. Les 80 % restants, qu'on appelle la banane dollar, viennent d'Amérique latine. La proposition européenne, dans sa version originale, prévoit une augmentation de 20 % des taxes et des quotas équivalents aux importations effectuées en 1988 augmentées de 3 % par an. L'application d'une telle mesure entraînerait une

baisse de 40 % des exportations latino-américaines et une perte de 1,6 milliard de dollars par an pour les multinationales et les pays producteurs. Elle freinerait l'extension de la culture de la banane mise en oeuvre dès 1989, quand la demande a augmenté et qu'il y a eu des attentes quant à un futur marché en Europe de l'Est. La production a augmenté de 25 % et des investissements ont été réalisés dans l'infrastructure.

Pour l'Amérique centrale, la banane est le second produit d'exportation agricole et a rapporté un milliard de dollars en 1991. Sa culture génère 270 000 emplois directs, 450 000 emplois complémentaires et ses effets multiplicateurs concernent quatre millions de travailleurs. Mais la banane est dans beaucoup de cas le premier produit d'exportation des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (banane ACP).

La proposition de la CEE, pour être plus digeste, est accompagnée d'un discours aux aspects anti-multinationales qui n'est pas crédible, pas plus que l'argument du protectionnisme. Les multinationales sont aussi très présentes dans les pays de l'ACP. On pourrait même penser que la CEE encourage leur participation dans ses anciennes colonies car elles sont un marché privilégié. Mais il ne faut pas tomber dans la tentation de leur tout mettre sur le dos car elles sont actionnaires majoritaires non seulement dans le secteur de la commercialisation mais aussi dans celui de la production de la banane dollar. Leur pratique actuelle qui consiste à détourner des bananes vers le marché de la CEE entraîne de grosses pertes: les actions de La Chiquita sont tombées de 54 à 17 dollars.

La nouveauté de la proposition européenne ne réside pas dans son contenu mais dans la conjoncture dans laquelle elle est faite, c'est-à-dire au moment où l'on s'attend à une libéralisation totale du marché. Pour l'Amérique latine, c'est une gifle car elle a appliqué au pied de la lettre les diktats néo-libéraux, avec le coût social que l'on sait. Ces mêmes pays ont inondé le marché latino-américain de leurs produits, ruinant des économies qui jusqu'alors avaient été protégées. Les pays producteurs se sont résignés à se reposer sur la culture traditionnelle de la banane, où ils ont fait des investissements, et voilà que maintenant la CEE impose des quotas, leur disant en plus qu'ils vont sortir gagnants parce que les prix ne vont pas s'effondrer comme ceux du café. Les pays latino-américains ont su jouer de cet argument et ont obligé la CEE à fixer à cinq ans l'échéance des mesures prévues. On espère en outre que les positions européennes seront plus souples lors de la prochaine réunion du GATT, et en particulier que la hausse des tarifs douaniers sera moins forte. De fait, les pays latino-américains ont déjà accepté, lors de la signature en août de la Déclaration de Bogota, le principe de taxes transitoires (mais non celui des quotas).

Ce affaire laisse un goût amer. Les pays latino-américains ne peuvent faire valoir leurs droits à l'exportation sans honte: ou bien ils assument leurs responsabilités et cèdent le marché aux pays plus pauvres ou bien ils réclament leurs droits de pays pauvres qui doivent être subventionnés. Aucun décret du GATT ne résoudra cette contradiction. -(ANN/ Pensamiento Propio)

## EN BREF

**DERNIERE MINUTE :** Le gouvernement nicaraguayen a annoncé le 30 septembre que l'aide étatsunienne resterait bloquée, malgré les gages de bonne conduite donnés récemment. Le sénateur républicain Jesse Helms ne s'est pas laissé convaincre de retirer son objection à la remise des 100 millions de dollars attendus à Managua, jugeant les mesures prises par le gouvernement Chamorro "insuffisantes". V. Chamorro a annoncé une série de mesures immédiates pour faire face au manque de fonds: l'impôt sur les ventes et celui sur l'électricité et le téléphone passent de 10 à 15 % et les dépenses publiques vont être réduites. De nouvelles vagues de licenciements ne sont sans doute pas loin.

**GREVES DE LA FAIM.** Les invalides de guerre et les mères de combattants ont mis fin à la grève de la faim qu'ils menaient depuis 24 jours. Le gouvernement a accepté d'augmenter les pensions des 29 448 victimes de la guerre. Les militaires licenciés par l'armée qui étaient en grève de la faim depuis 26 jours ont également suspendu leur mouvement après la signature avec le gouvernement d'un accord qu'ils jugent satisfaisant. Ils recevront les titres de propriété qu'ils réclamaient ainsi qu'une indemnité. Les employés des Postes et télécommunications en grève de la faim depuis le 8 septembre contre leur licenciement se heurtent par contre à l'intransigeance de leur administration.

**LES ENSEIGNANTS** préparent une mobilisation au niveau national pour début octobre. Ils exigent entre autres une augmentation salariale de 60 %.

**CORRUPTION.** Le maire adjoint de Managua a tendance à confondre les biens de la mairie avec les siens: les équipements municipaux ont été utilisés par une entreprise de construction dont il est sociétaire. En matière d'affaires louches, le maire n'est pas en reste: il a beaucoup de mal à expliquer pourquoi il a fait acheter par la mairie à un associé d'Ibarra du matériel que ce dernier avait détourné.

**GENANT ?** Le Contrôleur de la gestion financière de l'Entreprise nationale des ports (ENAP), Cesar Noguera, a été retrouvé mort près de La Paz Centro, après avoir été séquestré le 23 septembre. Il traquait la corruption au sein de l'ENAP et, selon sa famille, les recherches de la police devraient s'orienter vers certains fonctionnaires corrompus.

**RAZ DE MAREE.** Les pêcheurs de la côte Pacifique déplorent le manque d'aide reçue du gouvernement pour relancer leur activité. Ils demandent un prêt à long terme et à faible taux d'intérêt. Les dégâts causés par le raz-de-marée du 1er septembre sont estimés à 15 millions de dollars pour le seul secteur de la pêche.

**MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS.** 220 sandinistes et 153 ex-contras ont été assassinés depuis deux ans. Une commission tripartite composée du gouvernement, du Cardinal Obando et de la CIAV-OEA enquêtera sur ces assassinats politiques. Le propos initial d'Obando et de la CIAV-OEA était de ne s'occuper

que des "bons morts", les contras assassinés, comme l'exigent les Etats-Unis en échange du déblocage de l'aide.

**ELUS.** La première rencontre des élus municipaux sandinistes s'est tenue les 26 et 27 septembre à Esteli, une localité choisie pour le dynamisme de sa municipalité. Dans la Déclaration finale de l'événement, les élus réclament du gouvernement le versement de 8 % du budget national à un fonds d'aide aux municipalités les plus pauvres.

**POUBELLE.** 25 000 tonnes quotidiennes d'ordures en provenance des Etats-Unis, c'est ce qui attend la Côte atlantique nord si ses autorités acceptent la proposition de l'entreprise *Solid Waste Corporation*. Celle-ci envisage la construction d'un énorme complexe industriel de traitement des ordures près de Puerto Cabezas. Le mouvement écologiste a immédiatement exprimé son rejet. Aux autorités autonomes de se prononcer.

**UNE PAGE DE PUBLICITE.** "...et le travail sera ton digne laurier..." Cette belle devise commente la photo d'une famille de paysans labourant le sol nicaraguayen. "*C'est un hommage à toutes les familles nicaraguayennes qui, confiantes dans le travail honnête, construisent grâce à leurs efforts cette nation qui aspire à la paix et au développement*". Publicité de la Banque centrale du Nicaragua, la même qui, par sa politique de crédit, exclut des dizaines de milliers de petits paysans du travail de la terre, les réduisant au chômage et à la famine. La publicité prend parfois des aspects tellement surréalistes que les lecteurs de *Barricada*, après avoir digéré celle-ci ne s'étonneront pas de cette autre qui vante les charmes d'un bar de Managua avec son nouveau cocktail, le "*Raz de marée*".

**SORCIERS.** Esteli sera le rendez-vous des guérisseurs et sorciers de tout le continent américain pour la première *Rencontre de médecine indigène, noire, populaire et traditionnelle*, les 4, 5 et 6 octobre. Les thèmes iront des racines historiques de la médecine indigène à la promotion de la médecine populaire en passant par les secrets de la médecine ancestrale. Pour le Nicaragua, les guérisseurs Garifons présenteront le *Wallagallo*, un antique rite de guérison encore en pratique.

**PYRAMIDES.** Les ruines de six pyramides, les premières connues au Nicaragua, ont été découvertes dans la région du

Chontales, près du village de La Gateada. Ce qui n'est plus aujourd'hui qu'une série de monticules de pierres constituait probablement un important centre de la culture indigène, peut-être maya.

**EL SALVADOR.** L'Ordre des jésuites des Etats-Unis a publié une *lettre ouverte au peuple salvadorien* dans laquelle il accuse le bataillon d'élite Atlacalt d'être impliqué dans l'assassinat des six jésuites de l'Université centraméricaine, en novembre 89. Selon la lettre, ce bataillon serait également responsable du massacre d'un millier de paysans à El Mozote, en 1981. L'ONU a remis au gouvernement salvadorien un rapport comportant des recommandations en matière d'épuration de l'armée. Ce rapport mettrait en cause une centaine de militaires qui devraient être expulsés de l'institution dans les deux mois à venir. Le gouvernement a refusé de communiquer ce document à la Commission de paix (COPAZ) chargée de contrôler l'exécution des accords signés en janvier.

**PANAMA.** Les ouvrières d'une usine de montage à capital japonais, installée dans la ville de Colon, ont manifesté contre le chantage sexuel et les persécutions dont elles sont victimes de la part de la direction de l'entreprise.

**REPUBLIQUE DOMINICAINE.** De violents affrontements ont eu lieu pendant plusieurs jours entre la police et les manifestants qui protestaient contre la proche célébration officielle des 500 ans de la conquête espagnole. Deux jeunes ont été tués par la police, et le gouvernement a interdit aux radios de rendre compte des événements.

**PENITENCE ET SOLIDARITE.** Les Ordres missionnaires d'Autriche refusent de justifier l'évangélisation qui a accompagné la conquête de l'Amérique. "*Cette commémoration doit être l'occasion de pénitence et d'action solidaire. Nous voulons nous solidariser avec cette Eglise latino-américaine qui appuie les peuples indigènes dans leur volonté d'autodétermination et dans la défense de leur identité culturelle. Nous plaidons pour la remise de la dette extérieure qui aggrave la faim et la misère des peuples*". -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions 370 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 668875 Fax : 505 2 668870